

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1, rue Dufay
76100 ROUEN

ROUEN, le 28/10/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/10/2022

Contexte et constats

Publié sur



ABRAFER SARL

38, Chemin des Aubépines
76370 ROUXMESNIL BOUTEILLES

Références : UDRD.2022.11.CD.13.SB.Brj
Code AIOT : 0005802448

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/10/2022 dans l'établissement ABRAFER SARL implanté 38, Chemin des Aubépines 76370 ROUXMESNIL BOUTEILLES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite à l'inspection du 30 septembre 2004, l'exploitant a été mis en demeure par arrêté préfectoral du 10 décembre 2004 de se conformer aux prescriptions (§ 2.1.1, 2.1.2, 3.1.4, 3.3.6, 4.9, 5 et 8) de son arrêté préfectoral d'autorisation du 6 mai 2004.

Puis, l'inspection ayant constaté lors de sa visite du 4 février 2005 le non-respect partiel des dispositions de la mise en demeure du 10 décembre 2004, un arrêté de consignation de somme a été pris le 10 mai 2005 à l'encontre de l'exploitant lui demandant notamment :

- de réaliser sur le tas de 1 700 m³ de terres, des analyses afin d'en cibler les éventuels polluants et d'adresser, dès leur réception, les résultats de ces analyses à l'inspection, ;
- de procéder à l'évacuation graduelle, vers toute société autorisée, des 2 700 m³, soit environ 200 tonnes de flexibles plastiques ;
- et de tenir à jour un registre des déchets produits et traités par l'établissement et comportant l'ensemble des données stipulées dans le paragraphe 3.3.6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé.

Lors de sa visite du 17 septembre 2020, l'inspection a constaté l'évacuation totale des déchets de flexibles (plus de 3 940 tonnes) qui a mis à jour d'autres déchets (de ferrailles, métaux, des blocs de bétons, déchets verts, bois de traverse de chemin de fer etc.) et des terres polluées bâchées (estimées à 2 850 tonnes) pour lequel aucun exutoire n'avait encore été retenu suite aux conclusions du diagnostic du bureau d'étude en octobre 2020.

L'inspection s'est donc rendue sur le site le 20 octobre 2022 afin de s'assurer du respect total des dispositions de l'arrêté de mise en demeure du 10 décembre 2004 ainsi que de certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 6 mai 2004. Un contrôle spécifique a été effectué sur la bonne exécution du traitement et de l'évacuation des terres polluées ainsi que de l'enlèvement de la totalité des déchets encore présents sur le site dans les filières dûment autorisées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ABRAFER SARL
- 38, Chemin des Aubépines 76370 ROUXMESNIL BOUTEILLES
- Code AIOT : 0005802448
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

La société ABRAFER est autorisée, par arrêté préfectoral du 6 mai 2004, à exploiter un centre de récupération de flexibles de forage et de séparation de leurs constituants (plastiques et métaux ferreux) sur le site sis au 38, Chemin des Aubépines à Rouxmesnil-Bouteilles.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- contrôle des dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 10 décembre 2004 et de certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 6 mai 2004.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	Traitement des terres susceptibles d'être polluées	Arrêté Préfectoral du 06/05/2004, article Paragraphe 5	/	Lettre de suite préfectorale demandes n°1 et 2	3 mois
6	Recyclage et élimination de déchets	Arrêté Préfectoral du 06/05/2004, article Paragraphe 3.3.4	/	Lettre de suite préfectorale demande n°3	1 mois
7	Surveillance de la nappe souterraine	Arrêté Préfectoral du 06/05/2004, article paragraphe 6	/	Lettre de suite préfectorale demande n°4	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Traitement des terres susceptibles d'être polluées	AP de Mise en Demeure du 10/12/2004, article 1	/	Levée de la mise en demeure et restitution de la somme consignée
2	Résorption des amas de déchets de flexibles plastiques	AP de Mise en Demeure du 10/12/2004, article 1	/	Levée de la mise en demeure et restitution de la somme consignée

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Registre	AP de Mise en Demeure du 10/12/2004, article 1	/	Levée de la mise en demeure et restitution de la somme consignée
5	Prévention de la pollution de l'eau	Arrêté Préfectoral du 06/05/2004, article Paragraphe 3.1.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au vu de la filière de traitement retenue pour les terres polluées selon les analyses du bureau d'étude, des modalités d'évacuation des déchets de flexibles plastiques du site et de la remise du registre « déchets » de suivi des évacuations, l'inspection conclut que l'ensemble des prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 10 décembre 2004 est désormais respecté.

L'inspection propose par conséquent à monsieur le Préfet de Seine-maritime de lever la somme consignée par l'arrêté du 10 mai 2005 et de lever la mise en demeure du 10 décembre 2004 susmentionnée.

Concernant les autres constats réalisés sur le site et du planning des enlèvements des terres polluées présenté par l'exploitant, l'inspection ne propose pas à ce stade de suite administrative. Toutefois, l'exploitant transmettra un tableau récapitulatif et définitif des enlèvements de terres polluées (y compris les déchets issus du décapage des sols des aires d'entreposage) vers la filière de traitement retenue ainsi que tous les bons d'enlèvement et/ou bordereau de suivi de déchets (de plastiques, ferrailles, pneumatique, bloc béton...) encore présent sur le site le jour de la visite.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Traitement des terres susceptibles d'être polluées

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 10/12/2004, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, traitement des terres polluées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : réaliser sur le tas de 1 700 m³ de terres, par une société , des analyses circonstanciées afin de cibler les éventuels polluants suivants : hydrocarbures totaux, 6 HAP, BTEX, métaux (cuivre, plomb et zinc), PCT, PCB. Transmettre les résultats des analyses à l'inspection</p>
<p>Constats : Plusieurs analyses par un bureau d'étude ont été réalisées en septembre 2020 sur le tas de terres de 1 700 m³ puis en juillet 2021 sur les deux tas (terres fines + grossières) issus du criblage des terres ainsi que sur les sols de l'ancienne aire d'entreposage dont les rapports ont révélés des teneurs élevées en hydrocarbures et en métaux (notamment cuivre et zinc) ne permettant pas leur évacuation dans une installation de stockage de déchets inertes (ISDI) et installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND). De plus, les rapports préconisent également un décapage des macro-déchets résiduels des sols d'entreposage sous-jacents suivi d'une nouvelle analyse en fond de fouille afin de s'assurer de retrouver des sols de qualité compatible avec les sols environnants (fond géochimique). L'exploitant a décidé d'évacuer ces terres vers une filière de traitement de terres polluées dûment autorisée (plateforme de la société VALORTERRE à Saint Ouen l'Aumône dans le 95, autorisée par arrêté préfectoral du 21 novembre 2017, modifié par arrêté préfectoral complémentaire du 6 mai 2021).</p>
<p>Observations : Observation n°1: L'exploitant veillera à réaliser une analyse des sols après décapage des sols sur lesquels les terres polluées étaient entreposées afin de s'assurer de retrouver des sols de qualité compatible avec les sols environnants (fond géochimique).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : levée de la mise en demeure – restitution de la somme consignée

N° 2 : Résorption des amas de déchets de flexibles plastiques

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 10/12/2004, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Traitement et évacuation des déchets de flexibles complets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Procéder à l'évacuation graduelle, vers toutes société autorisée, des 2 700 m³, soit environ 200 tonnes de flexibles plastiques</p>
<p>Constats : Les 200 tonnes de déchets de flexibles plastiques ont été évacuées vers une filière d'élimination dûment autorisée lors de l'opération d'évacuation de flexibles de forage réalisée par la société FlexiFrance en juillet 2020 , conformément au protocole d'accord transactionnel entre l'exploitant et la société FlexiFrance. L'inspection n'a pas constaté la présence de déchets de flexibles plastiques et d'activité de séparation des flexibles plastiques et tout autre activité de traitement de déchets sur le site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : levée de la mise en demeure – restitution de la somme consignée

N° 3 : Registre

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 10/12/2004, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Registre déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tenir à jour un registre des déchets produits et traités par l'établissement et comportant l'ensemble des données stipulées dans le paragraphe 3.3.6 de l'arrêté préfectoral du 6 mai 2004.
Constats : Suite à l'opération d'évacuation de déchets de flexibles de forage réalisée en juillet 2020, l'exploitant a transmis à l'inspection en septembre 2020 le registre « déchets » récapitulatif des enlèvements de déchets de flexibles plastiques qui comprend les informations nécessaires (quantité, date d'enlèvement, adresse du centre de traitement....) justifiant ainsi du bon enlèvement des déchets dans les filières dûment autorisées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : levée de la mise en demeure – restitution de la somme consignée

N° 4 : Traitement des terres susceptibles d'être polluées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/05/2004, article Paragraphe 5
Thème(s) : Risques chroniques, Evacuation des terres susceptibles d'être polluées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En cas de détection de concentration supérieures à la VCI (valeurs de constats d'impact représentant les concentrations de polluants dans les sols) pour un usage non sensible, ces terres feront, soit l'objet d'un traitement sur place, en vue de respecter les valeurs maximales pour leur future utilisation, soit l'objet d'une élimination dans toute décharge, centre d'enfouissement technique, autorisé et suivant les critères d'acceptation qui leur sont réglementairement imposés.
Constats : Les analyses successives réalisées en 2020 et 2021 sur les terres (environ 1 700 m ³) ont détecté des polluants dans les sols, notamment des teneurs en hydrocarbures et en métaux (cuivre et zinc) élevés. Ces terres polluées font l'objet d'une évacuation depuis le 25 juillet 2022 vers une filière de traitement dûment autorisée, qui devrait se terminer en décembre 2022, selon l'échéancier transmis par l'exploitant dans son courriel du 17/09/22. L'exploitant explique que les travaux d'évacuation ont été retardés cet été en raison d'une mauvaise estimation des terres à évacuer qui s'avère plus importante que prévu. L'état du suivi des évacuations au 13 octobre 2022 indique déjà une quantité de 3 988,12 tonnes (pour 2 850 tonnes estimées initialement). L'inspection constate le jour de la visite de l'avancée des opérations : <ul style="list-style-type: none">• le tas de terres grossières est évacué ;• la présence d'un tas de terres fines ;• la présence de macro-déchets résiduels sur les sols sous-jacents qui doivent être décapés et dont les déchets seront à évacuer dans la même filière de traitement. Demande n° 1 : L'exploitant évacue au plus tard sous un délai de 3 mois, les terres fines polluées restantes ainsi que les terres issues du décapage en surface des sols de l'ancienne aire d'entreposage et des aires de stockage des deux tas criblés du site dans la filière de traitement dûment autorisée. Le récapitulatif définitif des évacuations du site sera transmis à l'inspection, accompagné des bordereaux de suivi de déchets. L'exploitant réalise une analyse des sols après décapage afin de s'assurer de retrouver des sols de qualité compatible avec les sols environnants (fond géochimique). Demande n° 2: L'exploitant transmet à l'inspection à la fin de l'opération d'enlèvement des terres polluées, un récapitulatif des tonnages évacués vers la filière de traitement retenue.
Observations :
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Prévention de la pollution de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/05/2004, article Paragraphe 3.1.4
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage de liquides
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tout récipient susceptible de contenir de sproduits polluants doit être associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand récipient, 50 % de la capacité globale des récipients associés.
Constats : L'inspection constate la présence d'un fût contenant de l'huile hydraulique sans rétention dans le bâtiment. Après la visite, l'exploitant a procédé à l'enlèvement du fût et l'évacuation de l'huile hydraulique dans la filière dûment autorisée (bordereau de suivi de déchets à l'appui transmis par courriel du 27/10/22).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Recyclage et élimination de déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/05/2004, article Paragraphe 3.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Elimination des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les déchets industriels sont éliminés dans les installations régulièrement autorisées. L'exploitant est en mesure d'en prouver l'élimination sur demande de l'inspecteur des installations classées.
Constats : L'inspection constate encore la présence de déchets de plastiques, de blocs béton, pneumatiques parsemés sur le site. Demande n° 3 : L'exploitant procède au plus tard sous un délai d'un mois à l'évacuation des déchets parsemés sur le site et transmet à l'inspection les bons d'enlèvement et/ou bordereaux de suivi de déchets.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Surveillance de la nappe souterraine

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/05/2004, article paragraphe 6
Thème(s) : Risques chroniques, Implantations piézomètres
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place une surveillance de la qualité des eaux souterraines du site. Cette surveillance doit permettre de caractériser le cas échéant une éventuelle pollution de la nappe due aux activités qui étaient ou qui sont exercées sur le site. Trois piézomètres sont implantés sur le terrain de l'entreprise. Leur localisation est conforme au plan joint au présent arrêté (piézomètres PZ1, PZ2 et PZ3).
Constats : L'inspection constate que les piézomètres (au nombre de 5) sont dissimulés par la végétation et difficilement accessibles. Le suivi des eaux souterraines est bien réalisé par l'exploitant 2 fois dans l'année et transmis à l'inspection. Le dernier en date du 2 mars 2022 ne relève qu'un dépassement au seuil de qualité en arsenic de 10 µg/l sur le piézomètre PZ3 (mesuré à 11 µg/l) avec une tendance à la baisse en comparaison aux dernières analyses. La surveillance de la nappe est donc maintenue. Demande n° 4 : L'exploitant dégage au plus tard sous un délai d'un mois de toute végétation, sécurise et identifie les piézomètres installés sur le site afin de les localiser et les rendre accessibles sur le site ainsi que de prévenir de toute dégradation. Il transmet à l'inspection la preuve de la réalisation de ce fauchage (par photographie par exemple).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois